le pouvoir aux travailleurs

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES
ISSN 0241 0494 Le 10 octobre 2016 N° 427 PRIX : 0,60 Euro

Côte d'Ivoire

Nouvelle constitution ou pas, les travailleurs n'ont rien à en attendre

- **Sommaire au verso**

sommaire

Éditorial

Côte d'Ivoire: Nouvelle Constitution ou pas, les travailleurs n'ont rien à en attendre

Page 3

Mali-Sénégal : Une rentrée scolaire problématique pour les pauvres

Page 6

Éthiopie : Un pouvoir central mis à mal par une contestation…

Page 8

Madagascar : Des villageois s'opposent à l'implantation d'une entreprise minière

Page 10

Immigration : Même à la retraite, les tracasseries continuent

Abonnement

France : (en éco-pli)

12 numéros : 15 euros

Le paiement se fait uniquement en espèces ou en timbres-poste courants

Autres pays :nous consulter

Adresse

Le PAT BP 42
92114 Clichy Cedex

Site internet:www.uatci.org

Editorial

Côte d'Ivoire

NOUVELLE CONSTITUTION OU PAS, LES TRAVAILLEURSN'ONT RIEN À EN ATTENDRE

La population est appelée à voter pour une nouvelle Constitution. Celle-ci est présentée par Ouattara (avec l'appui de Bédié) comme l'alpha et l'oméga de la « Nouvelle Côte d'Ivoire ». *Comme nouveauté, il y aura un poste de vice- président qui assurera la présidence par intérim en cas de vacance de pouvoir : il y aura également un Sénat dont le tiers des membres sera désigné directement par le président. À côté de ce Sénat est prévue une* « Chambre des rois » *où siègeront des roitelets locaux traditionnels. Autant de postes seront créés pour gaver le camp présidentiel et éventuellement pour acheter quelques « opposants » afin qu'ils puissent gesticuler et parader pour faire croire que la Côte d'Ivoire est une démocratie.*

Il n'y a, paraît-il, pas d'argent pour arranger les quartiers insalubres où habitent les pauvres (quand ils ne les détruisent pas à coups de bulldozer), mais il y en a assez pour engraisser quelques parasites de plus !

L'âge limite de 75 ans pour se présenter à l'élection présidentielle a été supprimé. Or Ouattara a actuellement 74 ans ; c'est ce qui fait dire à Pascal Affi N'Guessan, l'ancien Premier ministre de Laurent Gbagbo, que « … ce point de la Constitution a été écrit pour que M. Ouattara puisse se représenteren 2020 » *; de même que, toujours selon le même Affi N'Guessan, le poste de vice-président* « a été créé pour Henri Konan Bédié ».

Personne ne connaît « les intentions cachées » *de Ouattara. Ce qui est sûr, c'est qu'il est un politicien comme tant d'autres dans ce pays, qui ne fait rien sans rien. Il est capable de tripatouiller la Constitution pour assouvir ces ambitions de pouvoir et en même temps favoriser son entourage. Il n'est pas le premier à l'avoir fait. On se souvient qu'en 2000, feu Robert Guéi a pratiqué le même genre d'opération de tripatouillage pour écarter Bédié et Ouattara de la course à la mangeoire, mais il a été mal inspiré puisqu'un quatrième crocodile lui a finalement ravi la place : la marre était trop petite pour autant de reptiles affamés !*

Selon Ouattara cette nouvelle Constitution (où il a ôté une partie des anciennes conditions requises pour valider une candidature à la présidence) mettra fin à toute

forme de division et de discrimination entre les ethnies et permettra d'«assurer la paix et la prospérité à la Côte d'Ivoire pour les années à venir ». *Non, cette nouvelle Constitution ne préservera pas la population, pas plus que dans le passé, du poison de la xénophobie et de la haine interethnique que ces politiciens sont capables de semer dans leur course à la mangeoire ! Elle n'empêchera pas des bandes de milices de se constituer pour commettre des tueries, semblables à celles que nous avons déjà vues dans un passé récent !*

Les travailleurs n'ont aucun intérêt à se laisser berner par le discours mielleux de Ouattara tout comme ils doivent se méfier des politiciens de l'opposition qui nous disent qu'il ne faut pas toucher à la Constitution. Que celle-ci soit modifiée ou pas, cela ne changera pas le sort des travailleurs, ni dans un sens ni dans un autre. La seule chose sur laquelle les travailleurs peuvent compter pour améliorer leurs conditions d'existence, c'est leur propre mobilisation. Leur nombre et leur place dans le fonctionnement de l'économie de ce pays sont les seuls atouts sur lequesl ils peuvent compter pour imposer leur droit à une vie digne et décente. C'est la conscience de leur force et du rôle qu'ils peuvent jouer dans la transformation de la société qui leur fait actuellement défaut.

Mali-Sénégal

UNE RENTRÉE SCOLAIRE PROBLÉMATIQUE POUR LES CLASSES POPULAIRES

Chaque année la rentrée scolaire est une épreuve financièrement difficile pour les familles des classes populaires car les dépenses sont nombreuses : frais d'inscriptions, fournitures et uniformes scolaires, etc. Mais cette année-ci, les difficultés sont encore plus grandes car la rentrée vient tout juste après la fête de la Tabaski qui a déjà occasionné des dépenses, sans compter la flambée des prix des denrées alimentaires qui accompagne cette fête.

École obligatoire et gratuite, que dans les textes

Dans les textes de loi, l'école est obligatoire et gratuite mais dans la réalité c'est tout autre chose. Les travailleurs sont obligés de s'endetter auprès des commerçants pour que leurs enfants puissent aller à l'école car ils ne peuvent pas compter sur les aides de l'État. Le nombre de ceux qui parviennent à obtenir une bourse pour leurs progénitures est insignifiant par rapport à ceux qui n'obtiennent aucune aide. Les enfants des pauvres partent souvent à l'école le ventre vide et ne mangent qu'à leur retour à la maison. Ils sont contraints de se débrouiller comme ils peuvent pour obtenir quelques pièces en cirant les chaussures des passants ou en transportant des paniers dans les marchés.

Dans ces conditions, la scolarité des enfants des pauvres est vouée à l'échec, d'autant plus que même quand les parents se serrent la ceinture pour assurer un minimum d'éducation à leurs enfants, l'État est complètement défaillant pour assurer le bon fonctionnement de l'école publique. Les salles de classes sont surchargées, les enseignants manquent de matériel pédagogique, ils sont mal payés, mal logés et parfois ne perçoivent leurs maigres salaires qu'avec beaucoup de retard. Ils se battent pour enseigner dans de meilleures

conditions mais ils n'obtiennent que des réponses méprisantes de la part des dirigeants au pouvoir. Et quand ils se mettent en grève, le gouvernement les accuse de saboter l'année scolaire en les opposant aux parents d'élèves. Mais les saboteurs de l'enseignement public ce sont en premier lieu nos propres dirigeants politiques car ils sont là avant tout pour se remplir les poches en siphonnant les caisses de l'État. Eux et les classes possédantes dont ils sont les serviteurs, n'envoient pas leurs enfants dans les écoles publiques. Ils ont les moyens de les envoyer dans des écoles privées de luxe, voire dans les grandes écoles des pays riches.
Les travailleurs ne peuvent rien attendre de bon de ceux qui sont au pouvoir, ni dans le domaine de la scolarité, ni dans celle de la santé et de l'hygiène publique, des logements sociaux, ni dans d'autres secteurs utiles à la population. Ils ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur force collective pour obtenir des améliorations de leurs conditions d'existence. Mais pour que cette force collective puisse s'exprimer consciemment et efficacement, cela nécessite l'existence d'une organisation politique propre aux travailleurs, une organisation qui se donne comme tache de combattre toute forme d'injustice sociale et toute forme d'exploitation de l'homme par l'homme.

Mali

RENTRÉE SCOLAIRE PERTURBÉE PAR L'INSÉCURITÉ

Le 3 Octobre a été le jour officiel de la rentrée scolaire au Mali, mais de nombreuses écoles sont restées fermées, notamment dans le nord du pays ainsi que dans la région de Mopti, notamment.

Dans la région Nord, du côté de Tombouctou, les enseignants ont fait une grève de 48 heures pour réclamer une prime d'insécurité de 50 000 Francs Cfa par mois alors que le gouvernement ne leur propose que la somme dérisoire de 1 000 Cfa par mois (1,52 euro). Ils réclament aussi une indemnisation suite aux événements de 2012. Selon le porte-parole des enseignants grévistes : « *Il y a des enseignants qui ont perdu leurs biens, qui ont été traumatisés pendant l'occupation* ». Ils réclament aussi une égalité de traitement en ce qui concerne le déroulement de leur carrière par rapport à leurs collègues qui enseignent dans le Sud. Le bras de fer ne fait que commencer à l'occasion de cette rentrée scolaire, mais si les autorités font la sourde oreille devant leurs revendications, le mouvement pourrait se durcir.

Dans la région dépendant de l'Académie de Mopti, 115 écoles sur 665 n'ont pas ouvert leurs portes à cause de l'insécurité qui y règne. Le directeur de l'Académie explique sa crainte : « *Ceux qui ont pris les armes, les jihadistes, ont menacé les directeurs d'écoles, leur interdisant d'ouvrir les écoles […], nous avons des conseillers pédagogiques qui ont été assassinés* ».

C'est le cercle de Ténenkou qui est le plus touché. 80% des établissements sont fermés, notamment en brousse, les enseignants craignent pour leur vie car ils ne se sentent pas du tout protégés par les autorités. Ils sont allés se réfugier dans les grandes villes en attendant le retour au calme dans les lieux où ils doivent enseigner.

Combien de temps va durer cette insécurité ? Personne ne le sait. En attendant, ce sont les enseignants, les élèves et les parents d'élèves qui pâtissent de cette situation déplorable.

Sénégal

L'HYPOCRISIE ET L'IMPUISSANCE DU POUVOIR FACE À LA RECRUDESCENCE DE LA MENDICITÉ INFANTILE

Le nombre d'enfants mendiants dans les rues de Dakar ne cesse d'augmenter d'année en année. Déjà en 2014, selon une étude officielle commanditée par le gouvernement sénégalais, leur nombre était évalué à environ 30 000, rien que dans la capitale.

Il y aurait 50 000 enfants mendiants à Dakar

Des organisations humanitaires disent qu'aujourd'hui ils sont plus de 50 000. De nombreux habitants de la capitale sont choqués en voyant ces enfants en haillon mendier dans les rues pour obtenir quelques pièces ou de la nourriture. Il y a en effet de quoi être choqué devant autant de misère alors que le gouvernement se vante à longueur de temps, à travers toute une campagne de publicité mensongère, en prétendant que le pays est en passe de devenir « *émergent* ». La réalité est que la grande majorité des habitants de ce pays s'enfonce dans la misère alors qu'une toute petite minorité de privilégiés accapare les richesses.

Ces enfants talibés sont issus des familles pauvres. Leurs parents n'ayant pas les moyens de les nourrir et les scolariser, les confient à des marabouts. Ces deniers les forcent à parcourir la ville pour mendier. Ceux qui ne rapportent pas d'argent le soir sont punis atrocement. On retrouve parfois un enfant mort des sévices infligés par son marabout. Rien que depuis le début de cette année, cinq enfants sont morts de la sorte sans compter le nombre de ceux qui ont subi des violences sexuelles. Au mois de février dernier, plus d'une dizaine de talibés âgés de 6 à 14 ans ont été découverts les fers aux pieds dans leur école coranique à Diourbel.

Les autorités font semblant de découvrir ces faits une fois que la presse en fait l'écho. Parfois elles donnent l'ordre de fermer une école coranique et d'enfermer le marabout véreux une fois qu'il a été dénoncé par les médias. Mais la plupart du temps, le pouvoir ferme les yeux devant les agissements des dignitaires religieux. Bien au contraire, il cherche leur appui pour empêcher la population de se révolter contre les injustices sociales.

Au début du mois de juillet dernier, le président sénégalais MackySall, a déclaré devant la presse qu'il allait sévir contre les parents qui abandonnent leurs enfants dans la mendicité. Abdoulaye Wade, son prédécesseur, avait aussi proclamé la même chose quand il était au pouvoir, mais ce ne sont pas les parents pauvres qui sont responsables de la misère et ce n'est pas en s'en prenant aux victimes de la misère qu'on mettra fin à celle-ci.

La misère est le résultat du système capitaliste et nos dirigeants au pouvoir sont pieds et poings liés à ce système d'exploitation de l'homme par l'homme. Ils tirent leurs privilèges de ce système. Alors, à défaut de combattre la pauvreté, ils s'en prennent aux pauvres.

Éthiopie

UN POUVOIR CENTRAL MIS À MAL PAR UNE CONTESTATION QUI NE FAIBLIT PAS

Le dimanche 2 octobre, c'était la grande fête traditionnelle Oromo, « *Ireecha* », qui se tient chaque année à Bishoftu à 45 km au sud d'Addis-Abeba. Elle rassemble généralement des millions de personnes. À cette période où, dans les grandes villes Oromo et Amhara, les populations subissent la répression car elles protestent contre le pouvoir, il est évident que les gens n'ont pas voulu entendre à cette occasion les discours hypocrites de dirigeants favorables au gouvernement. Comme il fallait s'y attendre, ils se sont fait huer et les slogans contre le régime dirigé par Hailé Mariam Dessalegn ont été largement entonnés par la foule.

Les forces de l'ordre sont intervenues violemment lorsque la foule a voulu s'emparer de la tribune officielle. Des hélicoptères ont lancé des gaz lacrymogènes. Cela a déclenché une grande bousculade provoquant la mort de dizaines de personnes. Peut-être des centaines, on ne saura jamais les chiffres exacts.

Trois jours après cet évènement tragique, le 5 octobre, il y a eu aussi des manifestations dans la capitale Addis-Abeba, où une ressortissante américaine a été tuée par un jet de pierre. Une usine textile turque et une cimenterie nigériane, toutes deux implantées sur des terres confisquées aux paysans locaux, ont été saccagées et incendiées par des groupes de plusieurs centaines de personnes. Une usine néerlandaise a été aussi visée.

Le pouvoir central éthiopien est confronté à une grave crise politique. Depuis un an, il y a des manifestations de mécontentement dans toutes les grandes villes de la région Oromia. Les populations protestent contre le manque de démocratie dans le système fédéral en vigueur dans ce pays. Le mécontentement contre le régime est d'autant plus profond qu'il s'appuie sur

Le 6 Août à AddisAbeba, une manifestation contre la répression

une spoliation de terres agricoles dont sont victimes les paysans. En effet depuis la nouvelle Constitution de 1995, toutes les terres du pays sont sensées appartenir à l'État et les propriétaires sont considérés dorénavant comme de simples locataires. Les Oromo sont plus de 30 millions et représentent un tiers de la population éthiopienne. Pour eux, peuple éleveur et agriculteur vivant sur une grande partie du pays, cette décision est inacceptable, d'autant plus que l'État vend les terres accaparées aux capitalistes nationaux et internationaux. Ce sont des millions d'hectares qui sont ainsi vendus pour être transformés en cultures industrielles.

En novembre 2015, le gouvernement voulait confisquer des terres Oromo autour d'Addis-Abeba sous prétexte d'agrandir la capitale. En réalité, il voulait les vendre aux capitalistes pour diverses activités. La population a protesté fermement pendant plusieurs semaines. Et finalement le gouvernement a reculé. Depuis, les manifestants n'ont pas lâché prise.

Même si pour l'instant, c'est dans la population oromo que l'hostilité contre la confiscation de terre est la plus visible, elle concerne néanmoins l'ensemble de la

paysannerie de ce pays. Déjà au mois d'août, la population Amhara a commencé à protester contre le même type de spoliation qui lui est infligée. Du coup, la protestation au sein de la population Oromo a repris de la vigueur. Les événements tragiques au cours de la récente fête d'Ireecha n'ont fait que rajouter de l'huile sur le feu.

À ce sentiment de spoliation s'ajoutent les effets de la crise économique, la même crise qui frappe de nombreux pays depuis 2008. L'ensemble de la population subit l'augmentation des prix des denrées alimentaires. Le pain, le riz, la farine de mil sont trop chers par rapport aux modestes revenus des petites gens, plus particulièrement des travailleurs dont les salaires ne suffisent pas à payer la nourriture et le loyer.

Les classes pauvres sont chassées loin du centre-ville d'Addis-Abeba par les autorités pour permettre aux grandes sociétés immobilières de construire des ensembles modernes pour satisfaire l'appétit grandissant de la bourgeoisie locale dont les affaires vont plutôt bien malgré la crise. Le gouvernement a fait construire des lignes de tramway traversant la capitale de part en part, mais le prix du transport est inabordable pour les travailleurs. Ceux-ci sont contraints de marcher pour économiser l'argent du transport.

Le gouvernement éthiopien se vante d'avoir réalisé un taux de croissance économique supérieur à 10% lors de la dernière décennie mais ce sont les classes aisées qui en ont le plus profité. Les jeunes des classes populaires ne voient pas d'avenir dans le pays. Pour la plupart, ils sont en chômage, condamnés à faire des petits boulots ou être à la charge des parents. Leur rêve, c'est de quitter le pays par tous les moyens. Ceux qui ont du travail, l'ont par des relations.

Dans ces circonstances, le fait que l'essentiel du pouvoir soit détenu par des ressortissants de l'ethnie minoritaire Tigréenne (6% de la population totale du pays) est ressenti par les autres composantes ethniques comme une injustice de plus en plus insupportable. C'est sur ce sentiment d'oppression à caractère ethnique que tentent de surfer depuis plus de 20 ans les politiciens d'organisations nationalistes comme le FLO (Front de Libération Oromo, basé en Erythrée) afin de canaliser le mécontentement populaire en leur faveur. Du coup, le pouvoir central accuse tous ceux qui s'opposent à sa politique d'être manipulés par des « *sécessionnistes*».

Comment va évoluer cette crise politique dans les prochains jours ? Le pouvoir central prépare-t-il un bain de sang pour écraser le mouvement de contestation ? Des galonnés de l'armée éthiopienne ne seront-ils pas tentés de profiter de la situation pour s'emparer du pouvoir comme ils l'ont déjà fait dans le passé sous le règne de Sélassié ? L'Etat central sera-t-il capable de maintenir l'unité du pays malgré les forces qui agissent dans le sens opposé ?

Ce pays apparaissait jusqu'ici aux yeux des grandes puissances comme stable. Elles pouvaient compter sur ses dirigeants pour faire le sale travail de gendarme du maintien de l'ordre impérialiste dans cette région, notamment en combattant les groupes armés terroristes dans la Corne de l'Afrique. Mais ce qui se passe ces jours-ci dévoile la fragilité de la dictature qui règne dans ce pays.

L'absence d'une organisation politique propre à la classe ouvrière dans ce pays de plus de 92 millions d'habitants est un lourd handicap pour l'ensemble des travailleurs. C'est une nécessité vitale pour faire entendre un autre son de cloche, une politique de classe pour l'ensemble des exploités, par-delà les clivages ethniques et régionaux. On ne peut qu'espérer qu'en cette période d'agitation politique naisse au sein de la jeunesse ouvrière et intellectuelle un petit noyau de militants pour s'atteler à cette tâche. C'est le seul espoir pour que la révolte populaire ne soit pas dévoyée par des ennemis des exploités et des opprimés, déguisés en faux-amis.

Madagascar

DES VILLAGEOIS S'OPPOSENT À L'IMPLANTATION D'UNE ENTREPRISE MINIÈRE

Depuis plusieurs mois les habitants de Soamahamanina, un village situé à 70 km à l'ouest de la capitale, protestaient contre l'implantation d'une entreprise, en l'occurrence chinoise, d'exploitation de l'or. Malgré la répression et l'arrestation de cinq personnes, les marches et rassemblements hebdomadaires n'ont pas faibli. Cela a contraint le gouvernement à suspendre le projet d'exploitation et à faire retirer les tractopelles et autres engins entreposés dans le secteur.

Certaines personnes dans le besoin ont accepté de céder leurs terres en contrepartie de dédommagements proposés par la compagnie mais ce n'est pas le cas de la majorité qui elle, se méfie des promesses de l'exploitant minier et des gens du pouvoir. En effet dans d'autres endroits où des compagnies minières opèrent, les nuisances en termes de pollution et de dégradation de l'environnement, de l'air et de l'eau sont une réalité. Les agriculteurs et les pêcheurs reçoivent quelques indemnités au départ mais ensuite sont contraints d'abandonner leur gagne-pain. Quelques-uns sont embauchés comme ouvriers dans ces mines, mais beaucoup sont perdants.

Toute la population n'est pas systématiquement contre l'extraction minière, mais il ne faut pas que les conditions d'exploitation se fassent dans l'intérêt exclusif des capitalistes et que ces derniers se croient tout permis. Pour le moment, grâce à la mobilisation des villageois, ils sont tenus de faire des propositions acceptables pour tous.

LE SOMMET DE LA FRANCOPHONIE POURRAIT SE DÉROULER EN CATIMINI

Ce 16ème sommet est prévu pour durer une semaine fin novembre à Antananarivo. Des négociations en coulisses entre les dirigeants malgaches et français devaient décider de son financement. Jean Marc Ayrault, le ministre français des Affaires étrangères avait même fait le déplacement dans la Grande Ile pour marquer l'intérêt de la France pour cet évènement. Un emplacement appelé « *village de la Francophonie* » a même été retenu et les travaux ont débuté mais à petite vitesse au point qu'à un mois et demi du sommet, le chantier est loin d'être achevé.

Les grandes puissances comme la France et le Canada tiennent beaucoup à ce type d'évènement car c'est une occasion pour elles de ponctuer la grandeur et le rayonnement de leur langue et de leur culture. Mais au fil du temps ces aspects sont relégués au second plan au profit de l'aspect mercantile car de tels rassemblements sont surtout l'occasion pour les entreprises des ces pays de promouvoir leurs produits à travers des stands consacrés à l'aspect commercial.

Le petit milieu lié à l'hôtellerie et au tourisme déplore le manque d'enthousiasme des dirigeants malgaches car pour lui le séjour dans la capitale de quelques milliers de personnes à cette occasion constitue une aubaine. Mais la majorité des gens qui a du mal à joindre les deux bouts, qui souffre au quotidien des coupures d'eau et des délestages d'électricité, a des besoins plus urgents à satisfaire. On comprend que leur enthousiasme n'atteint pas … les sommets.

Afrique

DES CAPITALISTES SE LIVRENT À UN JUTEUX COMMERCE DE CARBURANTS TOXIQUES

Une ONG suisse vient de révéler que des sociétés de commerce de matières premières font des milliards de bénéfices en vendant à de nombreux pays africains des carburants dont la teneur en substances toxiques est de 200 à 1000 fois supérieure aux normes sanitaires autorisées ailleurs dans le monde. Parmi les substances les plus nocives il y a le souffre, le benzène, le naphta de cokéfaction ainsi que le manganèse, un métal neurotoxique.

Il y a 10 ans à Abidjan, le Probo Koala affrété par Trafigura, déversait plus de 540 000 litres de déchets toxiques mortels

Parmi les sociétés incriminées il y a Vitol, Glencore, Gunvor et Trafigura. Cette dernière n'est pas à son premier coup puisqu'il y a dix ans elle a été au cœur d'un scandale de déversement de déchets toxiques des soutes du cargo poubelle Probo Koala à Abidjan en Côte d'Ivoire. Cela avait causé la mort de plusieurs dizaines de personnes et l'hospitalisation de plusieurs centaines d'autres. Trafigura s'en est sorti en versant des sommes dérisoires à l'Etat ivoirien qui à son tour les a englouties sans qu'une prise en charge médicale ou de réelles compensations ne parviennent aux victimes ou à leur famille.

Ces produits toxiques provoquent des maladies respiratoires graves tels que l'asthme ou le cancer qui en Côte d'Ivoire par exemple sont responsables d'environ 31 000 décès par an.

Ces sociétés commerciales qui continuent à faire de l'argent en se débarrassant de produits très toxiques disent qu'elles n'ont rien à se reprocher puisqu'elles se conforment à la législation en vigueur en Afrique. En somme c'est en toute légalité qu'elles peuvent continuer à faire des profits malgré le nombre de morts.

Tchad

LES ÉTUDIANTS DE NOUVEAU DANS LA RUE

Le 26 septembre dernier, les étudiants de l'université de Ndjaména sont descendus dans la rue cette fois, non pas pour protester contre les retards ou les arriérés dans le versement de leur bourse d'études mais contre sa suppression par le gouvernement sous prétexte de faire face à la crise que connaît le pays.

À Ndjaména ce jour-là, les manifestants ont brûlé des pneus pour barrer les rues ; ils ont caillassé des voitures administratives, et cela malgré l'interdiction de manifester et malgré la présence importante des forces de l'ordre dans les ronds-points de la ville, devant les lycées et collèges.

Dans les provinces, notamment à Sarh, Pala et Doba, les manifestations de mécontentement des étudiants ont également eu lieu.

Devant l'ampleur du mouvement de contestation, le gouvernement est sorti de sa réserve pour proposer une rencontre avec les représentants des étudiants. Mais finalement cette rencontre a été repoussée, ce qui n'a fait qu'exaspérer les étudiants.

Pour faire face à la crise due à la baisse des revenus pétroliers, en réalité à cause de la dilapidation des fonds publics par Déby et son clan, le gouvernement a unilatéralement pris 16 mesures drastiques et impopulaires.

Il a d'abord commencé par les parlementaires en supprimant certains de leurs privilèges et autres avantages financiers dont ils bénéficiaient. Il n'y a pas eu de réaction. Mais tout le monde sait que ceux-ci ne sont pas à plaindre car ils mènent un train de vie de privilégiés.

Puis c'est au tour des fonctionnaires et des agents de l'Etat : leurs primes et indemnités ont été réduites de 80% pour une période de 18 mois, ce qui a poussé l'Union des syndicats du Tchad (UST) à lancer une grève générale dans le pays. Le bras de fer UST-Gouvernement continue jusqu'à présent.

Depuis le 26 septembre, c'est au tour des étudiants d'être frappés par les mesures impopulaires du gouvernement. Dans l'histoire du pays, aucun gouvernement n'a pris une telle décision : la suppression totale des bourses d'études des étudiants.

C'est aux voleurs et aux corrompus qui nous dirigent de payer la crise. Les étudiants, les travailleurs et autres ne sont que des victimes ; ils ne sont en aucun cas responsables de la situation.

.

Immigration

MÊME À LA RETRAITE, LES TRAVAILLEURS IMMIGRÉS SUBISSENT LES TRACASSERIES ADMINISTRATIVES

À la retraite, les travailleurs immigrés, en particulier les ressortissants du Mali et du Sénégal rentrent chez eux auprès de leurs familles. Mais lorsque la carte de séjour arrive à expiration, il faut revenir en France pour la renouveler, et c'est là que commencent les tracasseries administratives.

L'administration vous réclame une multitude de papiers comme si c'est une première demande de carte de séjour. On vous demande par exemple de prouver depuis quand vous résidez en France ; il faut fournir vos pièces d'identité, celles de vos parents, etc.

Un retraité excédé fait éclater sa colère : « *Voilà plus de 40 ans que je vis en France ; j'ai tous les papiers en règle, je cotise à la sécurité sociale, etc. On me traite comme si je viens d'entrer en France sans papier. C'est inacceptable ! C'est scandaleux !*».

À Montreuil, un retraité, mécontent d'avoir attendu des mois pour renouveler sa carte de séjour, a écrit une lettre de protestation. Il a reçu une réponse. Et depuis, il affirme que tous les dossiers déposés par les retraités sont traités au bout d'un mois seulement au lieu de six mois auparavant, ce qui permet aux retraités de dépenser moins d'argent en France en attendant le renouvellement de leur carte de séjour, de ne pas perdre inutilement du temps et de retourner plus rapidement au pays.

Les tracasseries administratives seraient encore plus réduites si les autorités se préoccupent vraiment du sort des retraités.

Immigration

HALTE À LA DÉMAGOGIE CONTRE LES MIGRANTS !

À l'approche des primaires pour désigner le candidat du parti Les Républicains à la future élection présidentielle, les principaux dirigeants de ce parti rivalisent de petites phrases anti-immigrées pour être bien vu par l'électorat de droite. Sarkozy a sorti son couplet sur « *nos ancêtres les gaulois* », un autre a dit qu'il va refuser l'accueil de migrants dans sa région, qu'il faut renvoyer tous ceux qui arrivent. Bref, tous veulent renforcer les contrôles et mettre des barrières pour empêcher l'arrivée des migrants en France.

Hollande ne veut pas être en reste. Lors de son déplacement à Calais, il a lui aussi préconisé une politique plus musclée à l'encontre des migrants et s'est engagé à démanteler la « *jungle* ».

Qu'ils se disent de gauche ou de droite, la démagogie anti-immigrée est commune à tous ces politiciens au service de la bourgeoisie. Mais ils auront beau mettre des murs ou des barbelés tout le long de leurs frontières, ils ne pourront pas empêcher les gens qui sont prêts à mourir en traversant le désert et la mer pour fuir la guerre, la dictature ou la faim dans leur pays.

Ce sont les dirigeants des grandes puissances qui, par leurs interventions militaires aux quatre coins du monde, par leur politique impérialiste de pillage et d'oppression, par leurs soutiens aux dictatures les plus infâmes, sont les responsables de cette situation. Ils sont aussi responsables de la dégradation des conditions d'existence des travailleurs dans leur propre pays.

Les ennemis des travailleurs français, ce ne sont pas les migrants mais ceux-là mêmes qui dirigent l'État français ou qui aspirent à le diriger pour servir la soupe aux grands capitalistes.

Ce que nous voulons

Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.

Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs à toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autre, qui prêchent toutes la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.

Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploiteurs.

Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.

Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictateurs qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.

Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.

Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne ne puisse le leur reprendre.

Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.